

comportant la clause de la nation la plus favorisée ont maintenant été conclus entre le Canada et presque tous les pays de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale. On s'attend que le commerce canadien avec l'Amérique latine excède \$100,000,000 en 1946. La valeur totale des importations des républiques de l'Amérique latine en provenance de tous les pays a été d'environ \$1,000,000,000 les années immédiatement avant la guerre. Voilà qui révèle l'étendue du marché; toutefois, le Canada n'a exporté que pour une valeur de \$19,000,000 de marchandises à dix républiques de l'Amérique latine en 1939, à une époque où ce commerce était encouragé. Un examen des importations de l'Amérique latine démontre que plusieurs denrées dont ces pays ont besoin sont produites au Canada, comme le fer et l'acier, les produits chimiques, le bois et les articles en bois, les véhicules, les peintures, le blé, les machines minières et industrielles, les appareils électriques, etc. En 1945 les exportations canadiennes à l'Amérique latine se sont élevées à \$54,000,000; c'est une augmentation considérable comparativement aux \$19,000,000 en 1939, particulièrement si l'on considère que la guerre a duré la majeure partie de l'année, mais les importations canadiennes en provenance de l'Amérique latine ont atteint \$66,000,000 contre \$15,000,000 en 1939. Bien que les chiffres indiquent qu'il existe maintenant des occasions d'établir un commerce réciproque entre le Canada et l'Amérique latine, ils révèlent également que la balance commerciale jusqu'ici a été très nettement contre le Canada.

Pour des raisons économiques aussi bien que politiques les deux continents de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud se sont rapprochés en raison de la guerre. Par suite de la cessation des approvisionnements de l'Allemagne et du Japon, où l'Amérique latine puisait abondamment, et du déclin des importations en provenance du Royaume-Uni et des autres pays européens, les pays de l'Amérique latine dépendaient de plus en plus de l'Amérique du Nord durant les années de guerre pour leurs matières premières et les produits finis afin de continuer de faire fonctionner leur économie. La clientèle que le Canada s'est faite sur ces marchés devrait lui être utile au cours des années à venir.

Passant maintenant au dernier principe de la politique commerciale mentionné à la p. 490, il est assez évident que la pénurie actuelle de marchandises de toutes sortes est tellement sérieuse qu'il s'écoulera beaucoup de temps avant qu'il soit possible de répondre à tous les besoins urgents au pays, sans compter les demandes à l'étranger. On sera donc porté et même tenté de considérer les choses en myope et de s'occuper de ce marché domestique à la portée de la main et profitable au dépens du domaine plus spécialisé de l'exportation. Une telle attitude pourrait bien conduire à l'édification d'une organisation productive de mauvais aloi.

L'objectif qui a été officiellement fixé pour le commerce étranger du Canada après la guerre, bien qu'il soit assez élevé, n'est pas exagéré de l'avis des experts du Gouvernement qui ont étudié de près la situation mondiale. Mais, pour l'atteindre et le maintenir, les exportateurs canadiens doivent envisager les choses de loin et faire des projets en fonction des années à venir, alors que la concurrence sera beaucoup plus âpre. Même dans le cas des denrées principales que le Canada a toujours exportées à l'étranger en grandes quantités, les producteurs devront se tenir bien au courant des besoins changeants à l'étranger. La perspective immédiate pour les produits de la ferme, y compris les produits animaux, est nettement prometteuse. Le papier à journal et le bois d'œuvre seront en grande demande pendant plusieurs années; il en sera de même des produits miniers, comme la plupart des métaux, l'amiante, etc.

La revue précédente porte presque entièrement sur le commerce des marchandises. Cependant, le commerce extérieur des marchandises ne représente qu'une partie,